

# TABLE DES MATIÈRES

## 1

### **L'accès à la justice à l'aune des exigences européennes** ..... 7

Jérémie VAN MEERBEECK

professeur invité à l'U. Saint-Louis Bruxelles, juge délégué à la cour d'appel de Bruxelles

#### Section 1

#### **Le droit à un tribunal indépendant et impartial** ..... 9

- A. **La consécration du « droit d'accès » à un tribunal** ..... 10
- B. **Le champ d'application de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la Convention** ..... 11
  - 1. Les contestations relatives à des droits et obligations à caractère civil ..... 12
  - 2. Une accusation en matière pénale ..... 15
- C. **L'étendue du droit d'accès** ..... 16
- D. **Les limitations au droit d'accès** ..... 21

#### Section 2

#### **Le droit à un recours effectif** ..... 23

- A. **Les principes** ..... 24
- B. **Les condamnations belges** ..... 26

#### Section 3

#### **Le droit à une protection juridictionnelle effective** ..... 32

#### **Conclusion** ..... 36

## 2

## L'accès au juge de cassation en matière civile ..... 39

Albert-L. FETTWEIS

président de section à la Cour de cassation

### Introduction et considérations générales ..... 40

- A. Rappel de quelques principes sur la mission de la Cour de cassation ..... 40
- B. L'importance accrue de la mission jurisprudentielle de la Cour ..... 41
- C. Réflexions critiques sur la suppression de la collégialité en degré d'appel ..... 42
- D. La nécessité de préserver l'accès à la Cour de cassation ..... 44

## Section 1

### Le coût d'un pourvoi en cassation en matière civile ..... 45

- A. Le droit de mise au rôle ..... 45
- B. L'obligation de signification du pourvoi aux défendeurs en cassation ..... 47
- C. L'état de frais et honoraires d'un avocat à la Cour ..... 49
- D. L'assistance judiciaire devant la Cour de cassation ..... 50
- E. Les dépens de l'instance en cassation ..... 53
  - 1. Ce que comprennent les dépens devant la Cour en matière civile ..... 53
  - 2. Une indemnité de procédure pour l'instance en cassation? ..... 53

## Section 2

### Le filtre à l'accès à la cassation que constitue le barreau de cassation ..... 55

- A. L'étendue du monopole des avocats à la Cour de cassation ..... 55
- B. Le monopole du barreau de cassation est-il un filtre utile et efficace ou un frein excessif à l'accès à la Cour de cassation? ..... 56
  - 1. Difficulté de distinguer le fait et le droit et de maîtriser la technique de cassation... 56
  - 2. Nécessité d'avoir une connaissance approfondie de la jurisprudence de la Cour..... 57
  - 3. Ce n'est pas par hasard que nos pays voisins ont adopté un barreau de cassation spécialisé, parfois récemment renforcé quant à l'étendue de son monopole ..... 59

Section 3

**La technique de cassation, et sa mise en œuvre par la Cour, peuvent-elles constituer un frein excessif à l'accès au juge de cassation en Belgique ?** ..... 63

3

**Le droit à un accès effectif au juge de cassation en matière pénale** ..... 65

Damien VANDERMEERSCH

avocat général à la Cour de cassation, professeur à l'U.C.L. et à l'U. Saint-Louis Bruxelles

**Introduction** ..... 66

Section 1

**Les restrictions légales dans l'accès au juge de cassation** ..... 66

- A. **Les décisions non susceptibles de pourvoi** ..... 67
- B. **Le pourvoi différé contre les décisions préparatoires ou d'instruction : des figures après Pâques ?** ..... 69
  - 1. La règle : le demandeur doit attendre la décision définitive en dernier ressort ..... 69
  - 2. Les exceptions visées à l'article 420, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle ..... 71
  - 3. La limitation drastique de l'intervention du juge de cassation en matière de détention préventive ..... 73
- C. **L'accès au juge de cassation, en matière de rétention administrative d'étrangers : un recours vain ou sans objet ?** ..... 74

Section 2

**L'introduction du pourvoi** ..... 76

- A. **Une déclaration au greffe** ..... 76
- B. **Des délais assez courts** ..... 76
- C. **L'obligation de l'intervention d'un avocat attesté : frein ou garantie pour le justiciable ?** ..... 78
  - 1. La règle ..... 78
  - 2. Les exceptions ..... 80
  - 3. La formation en cassation en matière pénale ..... 80
  - 4. Évaluation ..... 82
- D. **L'obligation de signifier le pourvoi : une formalité coûteuse** ..... 84

Section 3	
<b>Les moyens de cassation : du droit et non du fait</b> .....	87
A. L'obligation de formuler les moyens dans un mémoire.....	87
B. Le contrôle d'office : lorsque la Cour vient au secours du demandeur .....	91
Section 4	
<b>La procédure de non-admission : une procédure expéditive ?</b> .....	92
Section 5	
<b>Le coût de la procédure</b> .....	93
<b>Conclusion</b> .....	94

## 4

<b>Le droit à l'aide juridictionnelle et à l'assistance judiciaire au regard du droit d'accès à un tribunal</b> .....	97
---	----

Jean-Pierre JACQUES

avocat aux barreaux de Liège et du Rwanda,  
collaborateur scientifique à l'U.Lg. et chargé de cours à l'HELMo

<b>Introduction</b> .....	98
Section 1	
<b>Le concept d'accès à la justice</b> .....	98
Section 2	
<b>L'accès à la justice en droit européen</b> .....	99
Section 3	
<b>Le champ d'application de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la Convention européenne des droits de l'homme</b> .....	102
A. La notion de « droits et obligations de caractère civil » au sens de l'article 6, § 1 <sup>er</sup> , de la C.E.D.H.....	103
1. Le terme « contestation » .....	104
2. Existence d'un droit reconnu de manière défendable en droit interne.....	106
3. Caractère « civil » du droit.....	108
B. <b>Droit de caractère privé : la dimension patrimoniale</b> .....	108
C. <b>Extension à d'autres types de contestations</b> .....	109

D. Applicabilité de l'article 6 à une procédure provisoire en référé .....	112
E. Matières encore exclues du champ d'application de l'article 6 .....	113
Section 4	
<b>Droit d'accès à un tribunal</b> .....	114
A. Un droit d'accès concret et effectif .....	115
B. Le droit d'accès à un tribunal n'est pas un droit absolu : les limitations .....	116
C. L'attribution d'une aide juridictionnelle .....	117
D. L'effectivité de l'aide juridictionnelle accordée .....	118
Section 5	
<b>Le champ d'application de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux</b> .....	119
Section 6	
<b>La compatibilité de l'aide juridique avec les articles 6, § 1<sup>er</sup>, de la Convention européenne des droits de l'homme et 47 de la Charte des droits fondamentaux</b> .....	120
<b>Propos de conclusion</b> .....	131

## 5

### **L'accès à la justice au travers de l'assurance protection juridique** .....

Isabelle REUSENS  
avocate au barreau du Brabant wallon

<b>Introduction</b> .....	134
Section 1	
<b>L'extension de la couverture protection juridique comme moyen d'accès au droit et à la justice</b> .....	136
Section 2	
<b>La promotion des modes alternatifs de règlement des conflits (MARC)</b> .....	140
Section 3	
<b>La prévisibilité des coûts</b> .....	149

Section 4

**La procédure d'évaluation de la couverture d'assurance  
protection juridique étendue** ..... 157

**Conclusion** ..... 160

6

**Prévision du coût de la justice selon  
le point de vue de l'huissier de justice** ..... 163

Patrick GIELEN

huissier de justice à Bruxelles

**Introduction** ..... 164

Section 1

**L'influence du droit européen sur le coût de la justice** ..... 164

A. **Principe: l'accès à la justice envisagé sous l'angle économique** ..... 164

B. **Article 6 de la C.E.D.H.: le droit d'accès à un tribunal** ..... 166

1. Principe ..... 166

2. Le droit d'accès est un droit concret et effectif ..... 166

3. Limitations au droit concret et effectif ..... 167

Section 2

**Émoluments, frais et débours des huissiers de justice** ..... 168

A. **Principe** ..... 168

B. **Tarif civil et tarif en matière répressive** ..... 169

C. **Contrôle de la juste application du tarif** ..... 170

D. **Typologie et modalités de la tarification légale en matière civile** ..... 170

1. Les droits gradués ..... 170

2. Les droits proportionnels ..... 171

3. Les vacations ..... 171

4. Les droits fixes ..... 172

5. Les frais et débours ..... 172

6. Provision ..... 173

Section 3

<b>L'effet de la fiscalité indirecte sur le tarif</b> .....	173
A. <b>État des lieux</b> .....	173
B. <b>L'assujettissement de l'huissier de justice à la TVA</b> .....	174
C. <b>L'augmentation des droits d'enregistrement</b> .....	174
D. <b>Réforme des droits de mise au rôle et création et déclaration <i>pro fisco</i></b> .....	175
1. Réforme des droits de mise au rôle.....	175
2. Déclaration <i>pro fisco</i> .....	177
E. <b>Exemples concrets sur l'accès à la justice</b> .....	179
1. Citation devant le tribunal de commerce pour récupération d'une facture de 10.000 euros.....	179
2. Citation devant le tribunal de première instance pour récupération d'une facture de 25.000 euros.....	180
F. <b>Arrêt du 9 février 2017 de la Cour constitutionnelle</b> .....	180
G. <b>Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne</b> .....	181

Section 4

<b>Nouvelle procédure disciplinaire</b> .....	182
A. <b>Introduction</b> .....	182
B. <b>Bref aperçu de la nouvelle procédure disciplinaire</b> .....	182
1. Délai.....	183
2. L'instruction disciplinaire au niveau de l'arrondissement.....	183
3. L'instruction disciplinaire au niveau de la Chambre nationale.....	184
4. La procédure en matière de discipline devant la commission disciplinaire.....	185
5. Les peines disciplinaires.....	185

Section 5

<b>Accès étendu et informatisé aux informations du débiteur</b> .....	186
A. <b>Introduction : les lignes directrices du 17 décembre 2009 de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice</b> .....	186
1. Les informations accessibles à l'huissier de justice.....	187
2. La protection contre une utilisation abusive des données à caractère personnel.....	188
B. <b>Attestation de patrimoine négatif : le fichier centralisé des avis de saisies</b> .....	189
C. <b>Attestation de patrimoine positif</b> .....	191

## Section 6

**Procédure administrative du recouvrement  
des créances incontestées**

<b>Procédure administrative du recouvrement des créances incontestées</b> .....	192
<b>A. Introduction</b> .....	192
<b>B. Champ d'application</b> .....	194
1. Principe.....	194
2. Limitations.....	194
<b>C. Déroulement de la procédure</b> .....	195
1. Signification d'une sommation de payer.....	195
2. Procès-verbal de non-contestation.....	196
3. Délivrance d'un titre exécutoire et poursuite de l'exécution forcée.....	197
<b>D. Registre centralisé des créances incontestées</b> .....	197
<b>E. Choix de procédure : procédure de recouvrement des créances incontestées versus citation</b> .....	198
<b>F. Influence de la nouvelle procédure sur le coût de la justice</b> .....	200
1. Tarif applicable.....	200
2. Exemples concrets.....	201
<b>G. Évaluation et premières statistiques</b> .....	201
1. Évaluation.....	201
2. Premières statistiques.....	202

## Section 7

**La signification électronique**

<b>La signification électronique</b> .....	203
<b>A. Introduction</b> .....	203
<b>B. Principe : signification à l'adresse judiciaire électronique</b> .....	204
<b>C. Registre central des actes authentiques dématérialisés des huissiers de justice</b> .....	204
<b>D. Déroulement de la procédure</b> .....	205
<b>E. Entrée en vigueur de la signification électronique</b> .....	206

<b>Conclusion</b> .....	206
-------------------------	-----

<b>Annexes</b> .....	207
----------------------	-----

Annexe 1. <b>Tarif 2017</b> .....	207
Annexe 2. <b>Formulaire de réponse</b> .....	211
Annexe 3. <b>Procès-verbal de non-contestation</b> .....	212



7

**Les droits de mise au rôle et l'accès à la justice :  
le coup de semonce de la Cour constitutionnelle**..... 213

Caroline VERBRUGGEN

conseiller à la cour d'appel de Bruxelles

**Introduction**..... 214

Section 1

**Délimitation du sujet :  
les droits de mise au rôle et l'accès à la justice**..... 215

Section 2

**Bref aperçu de droit comparé : la tentation du « *User pays* »**..... 218

Section 3

**La législation belge – Historique et loi du 28 avril 2015**..... 222

Section 4

**L'arrêt du 9 février 2017 de la Cour constitutionnelle**..... 227

Section 5

**Que faire maintenant ? Quelques pistes de réflexion**..... 232

**Conclusion**..... 234